

Conférence de presse de M. François Hollande, Président de la République, sur l'Union économique et monétaire, l'Union de l'énergie, la lutte contre le terrorisme et sur la question des réfugiés, à Bruxelles le 18 décembre 2015.

LE PRÉSIDENT : Mesdames, Messieurs,

Nous avons donc poursuivi ce matin le Conseil européen, sur plusieurs sujets. Le premier : l'Union Economique et Monétaire, parce que dans cette période où nous avons beaucoup parlé terrorisme, réfugiés, et aussi climat, et où la croissance en Europe est repartie, il est très important que les décisions que nous avons prises déjà depuis trois ans puissent là aussi, suivre leurs cours et que l'union bancaire puisse être complétée jusqu'à cette dernière étape avec la garantie des dépôts. Il est donc très important que nous puissions avoir, avec la vigilance nécessaire, le travail à mener avec obstination, engagé depuis déjà trois ans pour l'union bancaire.

Nous voulons aussi que et c'était le sens de l'intervention de monsieur DRAGHI, le président de la Banque centrale européenne que la politique monétaire qui est décidée par la banque puisse être cohérente avec les politiques budgétaires, celle que chacun des pays mène dans le respect du pacte de stabilité et les actions de l'Europe dans le cadre du plan Juncker. De façon à ce que nous puissions bien appréhender ce qui est en train de se produire à l'échelle du monde, c'est-à-dire un ralentissement des économies émergentes, qui n'est pas en soi préoccupant puisqu'il était annoncé depuis longtemps, mais qui doit être néanmoins pris en compte pour appuyer nos propres possibilités de croissance, dès lors que il n'y aura pas autant d'exportations vers ces pays que par le passé. Et il y a également des évolutions qui viennent des cours des matières premières et notamment du prix du pétrole, et avec une inflation qui est particulièrement basse et qui justifie donc, des politiques de soutien à l'activité dans les limites posées par le pacte de stabilité.

Et c'est la raison pour laquelle la confiance dans l'euro est très importante, et même si l'euro a connu une variation et s'est moins apprécié, c'était ce que nous souhaitons d'ailleurs, pour un certain nombre de pays il est très important qu'il y ait sur les marchés, une confiance qui soit accordée à l'euro, d'où l'importance de l'Union Economique et Monétaire. Et comme hier, je vous ai parlé des discussions avec le Royaume-Uni et j'ai insisté sur ce que devait être la capacité pour la zone euro de renforcer son intégration, j'attache beaucoup de prix à ce que l'Union Economique et Monétaire, sur la base des rapports qui ont été présentés par les institutions, puisse continuer à se moderniser et à se renforcer.

C'était donc le premier sujet. Le second était l'union de l'énergie. Pourquoi ? Parce que tous les pays, une nouvelle fois, les 28, ont salué ce qui s'était produit à Paris, ont confirmé combien cet accord était historique, combien il allait transformer l'ensemble des politiques énergétiques, et donc la politique européenne et la politique de chaque pays-membre. Il était très important que nous puissions utiliser les succès de la COP21 pour faire, à notre niveau européen, les traductions et les prolongements qui s'imposent. Et c'est la raison pour laquelle l'accord trouvé doit permettre à la Commission de nous faire des propositions sur le renouvelable, l'efficacité

énergétique et la Recherche.

J'ai proposé pour la France qu'il y ait « COP21 France », c'est-à-dire toutes les conclusions que nous devons tirer de l'accord qui vient d'être signé. Et c'est la même chose pour l'Europe, « COP21 Europe », nous devons mettre en œuvre, et avec les objectifs qui sont les nôtres, bien sûr, la lutte contre le réchauffement, mais aussi la sécurité d'approvisionnement et la compétitivité. Troisième sujet : la lutte contre le terrorisme. D'abord, j'ai salué les progrès qui ont été enfin obtenus pour le PNR, c'est-à-dire ce programme qui permettra de suivre les déplacements pour le transport aérien et qui respecte les données personnelles, puisqu'il y a aussi eu du côté du Parlement les garanties qui ont été apportées, puisque cette semaine un cadre législatif a été trouvé pour les données personnelles. Nous pouvons donc maintenant mettre en œuvre. C'est toujours le même sens que je veux attacher aux décisions du Conseil européen. Il ne s'agit pas simplement de proclamer, il ne s'agit pas simplement de décider, il s'agit de mettre en œuvre. Le PNR doit être mis en œuvre très vite, et c'est ce que le Conseil européen a une nouvelle fois décidé.

Deuxième point très important : des contrôles systématiques à toutes les frontières extérieures de Schengen pour les ressortissants qui entrent dans cet espace, ce qui nous permettra de vérifier les entrées et les sorties du territoire, et de pouvoir identifier les personnes je pense notamment aux combattants étrangers, soit qui veulent rejoindre les zones de la Syrie et de l'Irak, soit qui en reviennent.

Il y a une troisième décision, c'est la lutte contre le trafic d'armes, qui doit être menée avec encore plus de coordination et donc plus d'ambition. Toutes les armes ! Car l'on sait maintenant que les armes qui peuvent être utilisées dans le cadre du banditisme ou dans le cadre du trafic de drogues, à un moment ou à un autre, peuvent se retrouver dans les mains des terroristes. Et c'est le sens aussi, de la lutte contre le financement du terrorisme. Là encore, l'Europe doit se donner les moyens d'agir, d'échanger les informations et de se mettre aussi en mouvement dans le cadre de ce qui vient d'être décidé à New York, une réunion très importante s'est tenue hier pour lutter contre le financement du terrorisme. Et en luttant contre le financement du terrorisme, on lutte contre la finance sale ! On lutte contre les paradis fiscaux qui sont utilisés par des groupes mafieux ou des groupes terroristes et donc on permet aussi une clarification qui était attendue et qui était nécessaire. Car chaque fois qu'il y a, si je puis dire, des « trous » dans les règles internationales, c'est dans ces trous-là que se cachent aussi les financements des terroristes par.

Il se tient, en ce moment même, une réunion à New-York sur la Syrie. Et tous les pays qui peuvent contribuer à une sortie du drame syrien sont réunis. C'est la troisième fois que ce processus se répète et tant mieux, nous avançons, il y a eu une réunion à Ryad il y a quelques jours, de l'ensemble des Forces d'opposition en Syrie.

Ces forces sont dotées d'un nouveau président, Riad HIJAB, ancien Premier ministre, qui vient donc du régime, qui a rompu avec le régime en 2012 et qui peut être, avec d'autres, celui qui pourra avancer dans la négociation. Cette négociation doit aboutir à une transition, et ASSAD cela a été répété au Conseil européen ne peut pas être l'avenir de la Syrie. Donc nous avons appuyé ce mouvement et il contribue effectivement à la recherche d'une solution en Syrie.

Mais nous devons aussi mener des opérations militaires, et je veux ici me réjouir qu'après la résolution que la France avait pu faire adopter au Conseil de sécurité, la résolution 2249, adoptée à l'unanimité pour lutter contre Daesh, j'avais fait c'était lors de mon discours au Congrès réuni à Versailles la proposition de saisir l'ensemble des pays européens au titre de l'article 42-7 en leur demandant la solidarité, puisque la France était attaquée. Et bien je relève qu'un mois après ce discours, un mois après que Jean-Yves LE DRIAN, ministre de la Défense, ait saisi ses homologues, que les pays européens ont répondu : Royaume-Uni, Allemagne, Suède, Belgique, Danemark, Pays-Bas, Italie, et je ne vais pas les citer tous, il y a une très grande solidarité, une très grande mobilisation pour nous permettre d'avoir, sur le plan militaire, la riposte et la réponse qui sont nécessaires.

Nous unissons nos forces contre Daesh, et aussi nous veillons à ce que les trafics que Daesh peut

organiser, trafics de pétrole, trafics d'uvres d'art, là aussi, puissent être annihilés.

Tel était le sens de ce Conseil européen. Hier, sur la question des réfugiés, la mise en œuvre de nos décisions, sur les discussions qui doivent s'engager avec le Royaume-Uni pour que les Britanniques puissent répondre à la question qui leur est posée, et aujourd'hui, prendre appui sur l'accord de Paris sur le climat pour engager nos politiques et participer à notre place à la lutte contre le terrorisme. Nous sommes tous concernés, et la France peut aujourd'hui, faire le constat que la solidarité européenne a été au rendez-vous. Merci. Peut-être quelques questions

Béatrice HADJAJE, RTL : Pour revenir sur la Syrie, vous avez évoqué quelques rendez-vous internationaux en cours, est-ce que vous avez des raisons d'espérer dans les mois prochains, une solution politique au vu de tous ces rendez-vous ? Et puis des succès militaires plus robustes contre l'Etat islamique ? Je vous remercie.

LE PRESIDENT : Commençons d'abord par les opérations militaires. Elles se sont intensifiées, comme je l'avais demandé au lendemain des attentats du 13 novembre. Des coups sérieux ont été portés et en Irak et en Syrie à Daesh. Et en Irak, à travers des opérations au sol, appuyées par les frappes aériennes dont la France a été, pour une large part, responsable, il y a eu des reconquêtes de territoires. En Syrie, l'action a essentiellement porté sur les centres d'entraînement et également sur les sites logistiques notamment liées au pétrole. Nous avons maintenant la certitude que le trafic pétrolier dont Daesh pouvait être un moment bénéficiaire s'est largement réduit. Donc, nous asséchons les ressources financières de ce groupe terroriste, de cette armée terroriste, et nous pouvons obtenir d'autant plus de résultats que Daesh sera, sur ce plan-là, réduit est affaibli.

Sur le plan des négociations, il s'agit là de pouvoir convaincre tous les pays qu'un compromis est possible. Ce qui s'est passé à Ryad, c'était pour rassembler l'opposition et faire en sorte qu'elle puisse offrir un visage et une organisation permettant ainsi au processus que nous avons ouvert de pouvoir déboucher. Du côté de ceux qui sont liés au régime, Russie et Iran, nous devons les convaincre qu'il est nécessaire de lutter contre Daesh et d'avoir comme seul objectif l'éradication de Daesh et qu'à partir de là, la discussion doit s'engager avec l'opposition qui est elle-même certaine que c'est Daesh l'ennemi principal mais considère qu'il doit y avoir une évolution en Syrie.

Donc opérations militaires, discussions, tout cela va de pair. Avec la Russie là, je m'exprime au nom de la France le ministre de la Défense Jean-Yves LE DRIAN, va en Russie ces prochains jours, après que je m'y sois rendu, j'étais d'ailleurs accompagné du ministre de la Défense et du ministre des Affaires étrangères et nous avons convenu qu'il y aurait des échanges avec les Russes pour que des frappes, et notamment celle des Russes, soient dirigées contre Daesh. Et donc nous voulons qu'il y ait cette coordination.

Avec l'Iran, je recevrai le président ROHANI à la fin du mois de janvier et nous aurons, là aussi, des discussions sur le sujet de la Syrie. Et de l'Irak. Donc la diplomatie, elle s'appuie aussi sur des évolutions qui se sont confirmées sur le terrain. Après de l'espoir, vous savez, il y a 250.000 personnes qui sont mortes, il y a des réfugiés en grand nombre, il y a des massacres qui sont commis, je pense que ce n'est pas de l'espoir donc il faut faire preuve, c'est surtout de la persévérance, de la volonté et de l'abnégation.

Nora HAMADI, Public Sénat : Monsieur le Président, on voit qu'il y a le dossier des migrants, on voit que la Turquie, on va potentiellement pouvoir lui donner plusieurs milliards pour prendre en charge la sécurisation de nos frontières extérieures et endiguer les flux. Le corps de garde-frontières devrait pouvoir se mettre en place dans les prochains mois. On sent que du côté, notamment du Parlement européen, plusieurs voix se sont élevées sur la question budgétaire. On se souvient que 2014-2020 avait vu pour la première fois un budget en baisse, au niveau de l'Europe. Est-ce que vous êtes prêt à remettre le dossier budgétaire sur la table et à sensiblement augmenter ce budget, au vu des enjeux qui se présentent sur les prochaines années, sachant que la clause de révision, c'est 2016 ?

LE PRESIDENT : Il faut utiliser pleinement les moyens qui existent dans le budget européen car dans la négociation qui avait effectivement eu lieu pour la période 2014 / 2020, vous l'avez rappelé nous avions veillé, la France en particulier, à ce que les sommes inscrites puissent être

rappelle, nous avions veillé, la France en particulier, à ce que les sommes inscrites puissent être des sommes « dépensables » et donc dépensées et qu'il y ait davantage de fluidité à l'intérieur des différentes masses de dépenses. C'est-à-dire que lorsque sur certaines actions, il n'y a pas eu de consommation de crédit, on puisse les prendre là pour les mettre ailleurs.

Donc sur la question des réfugiés, plutôt que de demander à ce stade de nouvelles contributions aux Etats, il faut utiliser toutes les marges possibles dans les crédits européens et si nécessaire, c'est à ce moment-là qu'il peut y avoir abondement du budget européen avec contribution des Etats parce que le budget européen ne peut pas augmenter ses ressources tout seul. C'est toujours les Etats qui payent pour ceux qui pensent qu'il peut y avoir d'autres solutions, je suis preneur mais je n'en ai pas trouvé donc avant d'en arriver là, mieux vaut utiliser tous les crédits européens, il y en a encore.

Notamment pour les opérations liées aux réfugiés, nous pensons c'est une évaluation, elle n'a pas valeur pleine sur le plan scientifique ou budgétaire, enfin, il y a peu près un milliard sur lequel nous pouvons déjà travailler.

Encore une ou deux questions et puis après

Hervé ASQUIN, AFP : Demain matin, vous réunissez à l'Elysée un séminaire sur le chômage et la question se pose : est-ce que vous pouvez nous en dire un peu plus sur les pistes envisagées puisque nous sommes dans un cadre européen et que vous parlez ici d'Europe, est-ce que vous seriez prêt à faire prévaloir le pacte pour l'emploi sur le pacte de stabilité ?

LE PRESIDENT : Il y a une réunion demain du gouvernement pour évaluer l'action engagée, pour réfléchir aux pistes nouvelles que nous pouvons porter dans l'année 2016 et cela va bien au-delà, même si bien sûr le chômage est toujours la question principale et cela porte sur plusieurs politiques publiques. Cela va aussi dans le sens de l'interprétation que l'on peut avoir des votes des Français, ce qui me paraît bien légitime et vous en saurez plus, une fois que je vous en aurais fait moi-même les annonces, c'est-à-dire au début de l'année prochaine.

Nicolas GROS-VERHEYDE, Sud-Ouest : J'avais une question pour revenir sur le parti de la clause solidarité défense mutuelle du 42-7, vous aviez l'air assez optimiste du retour de certains Etats. J'ai fait un petit tour des capitales, j'ai bien vu qu'au Royaume-Uni, à Berlin, en Belgique, il y avait des réponses, mais je suis beaucoup plus dubitatif sur la réponse des autres Etats parce que ça se compte plutôt en nombre de personnes. Sur une ou deux mains qui a été fournie par chacun des Etats, il y a encore un certain nombre d'Etats qui n'ont rien fourni. Donc est-ce que vous pouvez nous préciser un petit peu cet écueil : est-ce que vous pensez qu'il y a d'autres décisions qui vont venir ? Est-ce qu'il y a de vraies contributions ? Ce n'est pas juste de la contribution symbolique et politique.

LE PRESIDENT : Je vous remercie de faire l'enquête d'abord et donc de fournir des informations qui pourront m'être utiles. Donc Royaume-Uni, Allemagne c'est très important ce qui s'est passé. Royaume-Uni parce que vous en souvenez, David CAMERON avait été empêché d'intervenir lorsque la France y était prête, c'était à l'époque par rapport au régime de Bachar Al-ASSAD qui avait utilisé des armes chimiques. Cette fois-ci, il a pu avoir le concours de son parlement, de la Chambre des Communes pour agir en Syrie et contre Daesh. L'Allemagne, c'est une décision là aussi tout à fait majeure qui a été prise par la chancelière et par le Bundestag parce que c'est la première fois que les Allemands vont pouvoir participer à une opération extérieure et pas simplement en fournissant du matériel mais aussi avec des personnels, donc c'est un moment très fort de solidarité.

Alors d'autres pays, la Suède a annoncé le 16 décembre des moyens en matière de transport aérien et vous connaissez la tradition de la Suède, ce n'était pas si simple. Belgique, Danemark : des débats sont en cours pour aussi cette contribution et je sais que l'Italie, les Pays-Bas ont également cette volonté. En Espagne, il y a des élections dimanche et ce sera après le scrutin que nous pourrons avoir la confirmation. Donc nous allons continuer avec tous les pays. Quelquefois, ce sont des pays qui donnent des contributions modestes mais qui sont symboliques aussi de leur volonté de participer à la lutte contre le terrorisme, contre Daesh et de montrer aussi une solidarité à l'égard de la France.

Merci.

